Carole WALDVOGEL, *Imposer « l'environnement ». Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005)*

Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, coll. Études alsaciennes-rhénales, 2011, 256 p.

Philippe Hamman

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6794>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.6794

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 354-357

ISBN : 978-2-8143-0120-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Philippe Hamman, « Carole WALDVOGEL, *Imposer « l'environnement ». Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005)* », *Questions de communication* [En ligne], 21 | 2012, mis en ligne le 18 décembre 2012, consulté le 27 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6794> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.6794>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

anthropométrique s'est vue opposée en retour des stratégies de contournement et de résistance (p. 270) mais, en tout état de cause, a traversé et marqué la mémoire tsigane (p. 266).

Ce système répressif et xénophobe a perduré près de 60 ans. Si l'anthropométrie trouve un terrain d'élection dans les bagnes coloniaux (Nouvelle Calédonie, Guyane...), des services d'identification sont installés dans plusieurs villes de l'Empire colonial français. Ils en reviennent sur l'introduction de l'anthropométrie en Algérie entre 1890 et 1910. Elle participe d'une entreprise de définition de l'identité des « indigènes » liée à la « surveillance générale » des populations. Elle constitue également une manifestation du droit colonial notamment le « code de l'indigénat » et traduit en actes le principe de ségrégation sur lequel s'appuie l'administration coloniale. Pour autant, l'efficacité et la légitimité de la photographie anthropométrique est mise en cause au tournant du XX^e siècle par des questions organisationnelles et, surtout, l'apparition d'une double concurrence : la photographie judiciaire, d'un côté, la dactyloscopie (empreintes digitales), de l'autre. Ainsi la justice militaire la première applique-t-elle systématiquement la photographie à l'identification des condamnés (p. 174). Le service photographique de la préfecture de police de Paris créé en 1872 photographie dans un premier temps les déferés au dépôt, cadavres non identifiés déposés à la morgue, aliénés retrouvés sur la voie publique (p. 175). C'est ainsi que les clichés de la « bande à Bonnot » largement diffusés en 1912 ne sont accompagnés d'aucun « portrait parlé ». L'empreinte digitale apparaît comme la solution appropriée pour résoudre les problèmes de dissimulation, fausse déclaration d'identité ou d'usurpation d'état civil. Contrairement à l'anthropométrie, elle constitue un « identifiant unique » (p. 123). Il y est recouru dans les années 1890 afin de constituer des systèmes alternatifs d'organisation de fichiers. Alphonse Bertillon ne nie pas en bloc l'intérêt de cette dernière, mais s'attache à en pointer les limites. Surtout, il n'a de cesse de « manœuvrer » pour que la dactyloscopie ne prenne le pas sur son invention (p. 124), ce qui le conduit à élaborer peu à peu un système de classement mixte.

Bien que supplantée par la dactyloscopie, la pratique de l'anthropométrie persiste pendant la seconde guerre mondiale. Enfin, le parcours d'Alphonse Bertillon est aussi parsemé de cinglants revers, ce dont témoigne notamment l'expertise de l'écriture du bordereau aux origines de « l'affaire Dreyfus » qui lui est confiée. Intimement persuadé qu'Alfred Dreyfus a créé cette pièce (thèse de « l'autoforgerie »), il part

de « la preuve à faire » pour expliquer la manière dont il a écrit le bordereau (p. 147). Son acharnement entache sa crédibilité au point qu'il y a désormais une « affaire Bertillon ». Il se trouve sévèrement attaqué sur ses capacités de graphologue, et ses interventions soulèvent de nombreux doutes. Il n'en demeure pas moins que son procédé s'est exporté et a rencontré un intérêt à l'étranger, sans prendre toutefois l'allure d'une conquête. En effet, l'introduction du système anthropométrique en Amérique latine portée par le succès des théories de Cesare Lombroso sur la « défense sociale », se heurtent à des « stratégies de résistance ». Le NYPD (service de police de la ville de New York) décide du recours au bertillonnage décidé en 1896, mais la référence européenne heurte la susceptibilité professionnelle des policiers américains. Le déclin du bertillonnage est aussi rapide que son apogée ; toutefois, l'intelligence des techniques qui le composent se trouve tout entière dans leur capacité d'adaptation et de reconversion (p. 43). Pierre Piazza et plusieurs de ses auteurs en ont récemment montré les prolongements dans un autre volume collectif consacré à la biométrie (Ceyhan A., Piazza P., dirs, *L'identification biométrique*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2011) et dont la lecture complètera fort utilement celle du présent ouvrage.

David Forest

CERDI, universités Paris I et Paris II
df@davidforest.fr

Carole WALDVOGEL, *Imposer « l'environnement ». Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005).*

Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, coll. Études alsaciennes-rhénales, 2011, 256 p.

Issu d'une thèse de doctorat en sociologie (*Enjeux et stratégies autour de l'environnement dans le champ associatif*, université de Strasbourg, 2005), l'ouvrage que propose Carole Waldvogel constitue à la fois une pierre d'angle et une pierre d'appui dans le domaine de la sociologie de l'environnement. En effet, il emporte l'adhésion autant par sa démonstration – autour de six chapitres qui s'articulent parfaitement – que par la portée des conclusions qui invitent à de nombreux prolongements.

La première force de l'ouvrage tient à sa méthode et au souci de construction de l'objet explicité dans un premier chapitre. Que ce soit l'enquête, le cadre théorique – reposant en particulier sur les travaux de Pierre Bourdieu – ou le terrain d'étude, tout est clairement posé, avant d'entrer dans la

démonstration proprement dite – y compris les incertitudes auxquelles est confronté le chercheur qui s'intéresse à la sphère associative *in concreto*, par exemple sur la vitalité réelle d'une association formellement déclarée. Ici, on perçoit ce que l'objet fait à la méthode et la méthode à l'objet, et cette réflexivité est à saluer. Là est tout l'intérêt de croiser des approches quantitative et qualitative, l'ensemble offrant une plongée documentée au plus près d'un terrain – l'Alsace –, sans céder aux travers localisants ou monographiques. Quitte, parfois, à passer un peu vite sur la production socio-historique du territoire : par exemple, l'Alsace-Moselle n'a jamais constitué entre 1871 et 1918 un *Land* (État fédéré) de l'Empire allemand (p. 40), précisément parce qu'elle avait statut de *Reichsland* (Terre d'Empire, directement rattachée à l'Empereur). L'entre-deux peut avoir une consistance propre qui a des effets au-delà d'une vision « culturaliste ». D'ailleurs, Carole Waldvogel l'explique de façon détaillée quand il est question du cadre juridique des associations alsaciennes, entre la loi française de 1901 et la loi allemande de 1908 ; c'est bien de spécificité régionale qu'il est question, mais pensée en relation et non de façon étriquée.

Ces considérations posées, un deuxième chapitre fournit des jalons historiques à ce domaine protéiforme et mouvant que constituent les « associations qui s'occupent d'environnement » (AOE). Ainsi entre-t-on de plain-pied dans l'hypothèse que suit Carole Waldvogel et qui est exprimée dès l'introduction : « Depuis les années 60, qui marquent l'amorce d'une dynamique associative dans le domaine de l'environnement en France, quelles sont les caractéristiques des associations qui ont l'environnement comme finalité affichée et les ressources qu'elles mobilisent chacune pour imposer leur définition de "l'environnement" et de la "bonne" manière de le défendre comme définition légitime ? » (p. 17). L'auteure débute par une présentation globale du champ des AOE qui conduit à distinguer, grâce à une analyse statistique des correspondances multiples sur l'échantillon, quatre ensembles associatifs : celui « à capital global réduit », celui « de défense de l'environnement », celui « qui allie environnement et économie », ou encore celui que représentent les « associations à capital global fort ou "grandes" associations ». Une deuxième focale s'intéresse à ce dernier groupe en distinguant trois profils : défense de l'environnement, militantisme et gestion de la nature.

Dans le prolongement, le troisième chapitre interroge les luttes symboliques sur ce qu'est l'environnement et sa « bonne » défense (au-delà d'une croyance

commune sur le fait qu'il s'agit de le protéger). Pour penser les clivages entre protection de la nature et défense de l'environnement, ou encore entre protection-conservation et protection-gestion de la nature que l'auteure dégage pertinemment, un modèle explicatif est proposé en termes d'« *habitus* environnemental ». L'intérêt central de ce mode de raisonnement est de rendre raison au rôle (parfois un peu trop vite survolé) de l'espace, au regard des pratiques sociales et de leur construction, en même temps que de l'intériorisation par tout un chacun d'un certain rapport à celui-ci. L'importance accordée à la rencontre entre différentes déclinaisons de l'*habitus* environnemental dans un même espace social permet de mieux saisir les enjeux (à la fois concurrents et partagés, dans ce qui définit le champ) de la définition légitime de l'environnement parmi les associations et les associatifs étudiés. Dès lors, cette entrée suppose de revenir sur la formation de ces déclinaisons, objet du chapitre quatre.

Parallèlement à cette démarche, Carole Waldvogel ne réduit en rien la complexité du social et de ses interactions – pas plus qu'elle ne fige son analyse sous l'angle de l'*habitus*. L'*habitus* environnemental ne saurait être le seul facteur explicatif de l'investissement dans tel ou tel ensemble associatif. Est également à considérer la dimension relative aux enjeux sociaux autour de l'environnement, repérée à travers les régularités statistiques qui donnent à voir dans les AOE des mondes sélectifs – elles aussi, si l'on peut dire. Carole Waldvogel reprend de façon fine et très incarnée socialement (en particulier en reconstituant des trajectoires individuelles sous forme d'encadrés, bienvenus) les ensembles associatifs dégagés préalablement, pour les questionner sous ce regard (profil sociologique des responsables, types d'engagement, etc.), qu'il s'agisse des associations militantes, prestataires ou gestionnaires. Elle questionne aussi la notion de réseau militant et son opérativité, c'est-à-dire le réseau associatif comme stratégie d'action, susceptible d'intervenir sur des aspects complémentaires comme le relevé de données naturalistes, l'éducation à la nature ou encore le lobbying. L'exemple de l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature en Alsace (AFRPN) qui représente, en tant qu'étude de cas, un autre fil rouge possible de l'ouvrage, notamment pour le lectorat du Grand Est, constitue une très bonne illustration de ces enjeux, avec la mise en place, au cours des années 70, de trois structures dédiées respectivement à l'acquisition de foncier à protéger, à l'éducation à la nature et aux études d'impact et autres expertises (pp. 51-59). Enfin, dans le sixième chapitre, Carole Waldvogel montre que

les stratégies d'imposition de la définition légitime de l'environnement sont également dépendantes de l'état du processus d'institutionnalisation de la problématique environnementale en France, ce qui permet à la fois un élargissement du regard et davantage de profondeur, notamment par un retour sur les répertoires d'action et de mobilisation (dans la filiation des travaux de Charles Tilly) depuis les années 60.

Finalement, ce cheminement méthodique permet de donner raison à un espace des AOE qui serait structuré autour d'enjeux à la fois sociaux et environnementaux. En cela, la portée de l'ouvrage se situe concomitamment sur quatre plans, ce qui conduit à en conseiller la lecture à un auditoire large. Premièrement, on a là une contribution réelle à la sociologie de l'environnement en développement en France et qui gagnerait à se fonder sur des études empiriques solides et ouvrant à la discussion, y compris sur des enjeux notionnels et théoriques comme les rapports entre environnement, nature et écologie (pas seulement du point de vue académique, mais aussi de leurs porteurs respectifs qui peuvent être les mêmes en fonction de leurs trajectoires). Deuxièmement, ce livre éclaire la sociologie des associations et des associatifs (pensés ensemble, c'est à souligner) et permet d'entrer en débat avec un certain nombre d'auteurs. Par exemple, montrer que « l'intérêt proprement environnemental de l'engagement dans le champ des associations qui s'occupent d'environnement – plutôt naturaliste, environnementaliste ou gestionnaire – se redouble d'un intérêt social plus ou moins conscient et distinct selon les groupes » (p. 179) revient à discuter l'hypothèse de l'« engagement distancié » ou « post-it » avancé par Jacques Ion (*La fin des militants ?*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1997). Troisièmement, le travail de terrain conduit par Carole Waldvogel fait écho à la sociologie des mobilisations et de l'action collective et citoyenne. Sur ce plan, il pourrait être mis en relation avec la littérature anglo-saxonne sur les mobilisations pour ouvrir à des prolongements possibles, et interroger plus avant la question des alliances dans les relations entre associations, entre coopérations et spécialisations, que l'auteure pointe dans sa conclusion. La problématique des alliances entre associations d'environnement peut partir du raisonnement esquissé par Dieter Rucht (« Movements Allies, Adversaries, and Third Parties », pp. 197-216, in : Snow D., Soule S., Kriesi H., eds, *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, 2004). Pour ce dernier, les coalitions repérables entre mouvements sociaux correspondent à la participation à des activités ou à des structures communes (une campagne de revendications, une manifestation de premier plan, une

instance multipolaire, etc.), mais de façon limitée en termes d'enjeux comme de durée, au regard d'une attention maintenue par chacun à conserver ses spécificités.

Pas de fusion donc qui gommerait l'« identité » de chaque composante dans une unité unique ; la part de distinction – voire de concurrence – entre coalisés est fondamentale. En cela, toute coalition passe nécessairement par un travail spécifique (*coalition work*) consistant à nouer des relations, produire un objet commun et agir ensemble (Suzanne Staggenborg, « Coalition Work in the Pro-Choice-Movement : Organizational and Environmental Opportunities and Obstacles », *Social Problems*, 33 (5), 1986, pp. 374-390). Partant de ce constat assez largement partagé et pour aller plus loin, il faudrait appréhender ce qui se joue dans la formation des coalitions, en particulier pour les acteurs « portant » l'alliance. Sur ce point, le travail de Carole Waldvogel est suggestif. Enfin, à un quatrième niveau, l'ouvrage constitue une entrée d'importance dans l'analyse sociologique de l'action publique territoriale et cela de deux façons : d'une part, en déplaçant le regard de l'institué (les décideurs : politiques, administratifs, etc.) vers l'instituant, il en va de la quotidienneté des pratiques citoyennes qui comprennent – cela ressort très bien des exemples fournis – une dimension innovante et inventive. Ces dernières percolent dans le façonnage des politiques publiques au sens de l'intervention institutionnelle et politique, cette fois, qu'il s'agisse d'évolutions du droit ou de prise en compte des attentes exprimées – et cela de façon directe ou indirecte, plus ou moins perçue par les associatifs eux-mêmes, Carole Waldvogel le note dès l'introduction.

Ainsi pourrait-il être intéressant de resserrer la focale sur les passeurs entre ces univers distincts que sont (entre autres acteurs) les collectivités, les services de l'État et les différentes associations en jeu, c'est-à-dire questionner les interfaces et les espaces intermédiaires ; d'autre part, c'est également une sociologie de la construction et de la circulation des catégories et des ressources de l'action publique qui est menée ou, plus précisément – puisqu'on se concentre sur les associations et leurs membres –, une sociologie des promoteurs de ces catégories, à l'exemple de celle de l'environnement, laquelle donne à comprendre, dans une diversité bien restituée des acteurs, des positions et/ou des trajectoires et logiques qui sous-tendent leur élaboration puis leur légitimation dans l'espace public (la participation citoyenne, ses canaux plus ou moins encadrés ou militants renvoie directement à cette problématique).

En conclusion, la perspective de Carole Waldvogel permet de dépasser l'image de la « nébuleuse associative » (par exemple utilisée par André Micoud dans le collectif, *L'environnement, question sociale*, Paris, Crédoc/O. Jacob, 2001) et de ne pas tomber dans le piège d'une vision se concentrant uniquement sur des dualismes durcis et simplificateurs (par exemple, entre environnementalistes et naturalistes dans l'espace des AOÉ). Élargir l'appareil théorique à la pensée des dynamiques socio-spatiales liées à des couples d'opposition structurants comme ville-nature, urbain-rural, développement-préservation, qui apparaissent importants dans le raisonnement suivi, aurait néanmoins pu renforcer l'assise du propos, par exemple en intégrant explicitement les tensions entre « aménagement » et « ménagement », au sens de Michel Marié (*Les Terres et les Mots*, Paris, Klincksieck, 1989), qui participent de toute opération de développement local ou tout projet de territoire, ou encore l'approche par les transactions territoriales, en termes de « coopérations conflictuelles », ne réduisant pas le conflit à l'affrontement – ce que l'auteure a fait par ailleurs (« Les transactions sociales dans le secteur des associations qui s'occupent d'environnement », pp. 209-223, in : Hamman Ph., Causser J.-Y., dirs, *Ville, environnement et transactions démocratiques*, Bruxelles, PIE-P.Lang, 2011). Enfin, on pourrait ajouter que les processus différenciés d'institutionnalisation ou non des enjeux et des structures qui se dégagent de l'analyse de Carole Waldvogel renseignent plus largement la question de l'appropriation de ressources entre groupes mobilisés et celle, qui est liée, de la dialectique entre groupes à liens forts et à liens faibles pour reprendre librement la distinction proposée par Mark Granovetter (« The Strength of Weak Ties : a Network Theory Revisited », *Sociological Theory*, 1, 1983, pp. 201-233). En somme, une belle et ample invite à penser « l'environnement » à partir d'une enquête rigoureuse.

Philippe Hamman
CRESS, université de Strasbourg
phamman@unistra.fr

Technologies

Frédéric BARDEAU, Nicolas DANET, Anonymous : pirates informatiques ou altermondialistes numériques ?

Limoges, FYP Éd., coll. Présence/Monographie critique, 2011, 208 p.

Anonymous : pirates informatiques ou altermondialistes numériques ? est un ouvrage qui tente de retranscrire les problématiques du phénomène *Anonymous* à partir

d'une analyse méthodique, détaillée et sans parti pris. Avec une approche à la fois transversale et largement documentée, Frédéric Bardeau et Nicolas Danet dressent un historique et un portrait assez juste de ce mouvement caractéristique de notre époque. Naturellement, ils s'interrogent sur les prémices et les filiations en partant de la cyberculture des années 60 jusqu'au phénomène hacker qui n'a cessé de s'accroître avec l'omniprésence des technologies numériques (pp. 11-33). De ces deux postures, subsiste l'intérêt viscéral pour la liberté de l'information, le partage, la décentralisation et la contestation face à l'autorité pour tenter de rendre le monde meilleur (p. 19). Ils n'oublient pas d'étayer leurs approches de nombreux faits documentés, ce que beaucoup d'ouvrages ou de textes de vulgarisation négligent, en se limitant qu'aux aspects spectaculaires et aux faits retentissants. Cela a pour effet de donner une consistance à l'analyse qui permet de clarifier la complexité d'un domaine où il n'existe pas de réelles constantes, mais plutôt des tendances qui s'enchevêtrent.

Ils s'intéressent au « projet hacker » (pp. 16-23) à travers deux textes fondateurs : « Le Manifeste du Hacker » de 1986, puis la médiatique « Déclaration d'indépendance du cyberspace » de 1996. Deux écrits qui tentent de démythifier l'image négative des hackers entretenue par les médias. Les rapports entre les autorités, qui sont aussi acteurs de la régulation et de la médiation, et les hackers, assoiffés de libertés ont toujours été tendus. Il en ressort une incompréhension radicale comme en témoigne l'extrait du dernier paragraphe du manifeste hacker : « Nous explorons... et vous nous appelez des criminels. Nous recherchons la connaissance... et vous nous appelez des criminels. Nous existons sans couleur de peau, sans nationalité, sans dogme religieux... et vous nous appelez des criminels. Vous construisez des bombes atomiques, vous financez des guerres, vous tuez, trichez, vous nous mentez et essayez de nous faire croire que c'est pour notre bien, et c'est encore nous les criminels. Oui, je suis un criminel. Mon crime est celui de la curiosité. Mon crime est de juger les gens sur ce qu'ils disent et pensent, pas sur leur apparence. Mon crime est de vous surpasser, chose que vous ne me pardonneriez jamais. Je suis un hacker, et ceci est mon manifeste. Vous pouvez arrêter cet individu, mais vous ne pouvez pas tous nous arrêter. Après tout, nous sommes tous les mêmes » (pp. 17-18). La particularité des hackers est qu'ils explorent et expérimentent en créant, mettant le « faire » comme principe fondateur de l'éthique hacker. L'accès à la connaissance et aux ordinateurs est considéré comme un droit fondamental, comme « tout ce